

**RAPPORT N° 20231-03  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 23 février 2023**

**OBJET**

**EXPLOITATION DES DECHETTERIES DE LA CINOR - AUTORISATION DE SIGNER LES MARCHES POUR LES LOTS 1 ET 2.**

**-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 25 « Encourager l'implication citoyenne à la réduction des déchets » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR.**

Dans le cadre de sa politique de valorisation des déchets ménagers et assimilés, la CINOR dispose d'un parc de onze déchetteries réparties sur l'ensemble de son territoire. Ces équipements de proximité permettent à nos administrés de déposer leurs déchets valorisables avec l'assurance qu'ils seront traités dans les filières prévues.

Une consultation a été engagée, en vue de la passation de ce nouveau marché d'exploitation, pour une durée de trois ans, incluant les 9 sites à exploiter et une durée de 27 mois pour la déchetterie de Bellepierre. Les caractéristiques principales de ce marché sont l'accueil, l'orientation et le contrôle des apports des usagers, la gestion des rotations des caissons et l'entretien du site.

Ce nouveau marché d'exploitation est alloté de la manière suivante :

LOT 1 : Sur Saint-Denis : Sainte-Clotilde (60h/semaine), La Montagne (59,30h/semaine), Cité Hyacinthe (60h/semaine), La Bretagne (59,30h/semaine) et La Bellepierre (60h/semaine).

LOT 2 : Sur Sainte Marie et Sainte-Suzanne : La Mare (59,30h/semaine), Gaspards (60h/semaine), Bagatelle (60h/semaine), La Marine (59,30h/semaine) et Commune Bègue (60h/semaine).

La présente procédure s'est déroulée dans les conditions suivantes :

- Type de marché : appel d'offres ouvert européen
- Objet du marché : exploitation des déchetteries de la CINOR
- Marché à prix forfaitaires
- Dévolution du marché : lots séparés (1 et 2)
- Durée : une durée totale de 36 MOIS hors Bellepierre (27 mois)
- Publicité : niveau européen
- Avis de marché transmis pour publication le xx décembre 2022
- Date limite de remise des offres : initialement fixée au 10 janvier 2023 à 12H00 locales.
- Estimation prévisionnelle: Lot 1 : 2 293 747 € HT ; Lot 2 : 2 184 530 € HT ;

**Pour le lot 1 :**

**9 plis** ont été reçus avant la date limite fixée le 10 janvier à 12 heures locales. Il a été procédé à l'ouverture des plis et au recensement des offres suivantes :

1. TRANSPORTS TERRASSEMENTS WILLY
2. NICOLLIN SAS
3. CONTROLE SERVICES
4. M. ENVIRONNEMENT
5. VALDERUN
6. SO.MA.FER
7. CITEVA PROPRIETE
8. SEMRRE
9. CYCLEA

**Pour le lot 2 :**

**8 plis** ont été reçus avant la date limite fixée le xx décembre à 12 heures locales. Il a été procédé à l'ouverture des plis et au recensement des offres suivantes :

1. TRANSPORTS TERRASSEMENTS WILLY
2. NICOLLIN SAS
3. CONTROLE SERVICES
4. VALDERUN
5. SO.MA.FER

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20230223-BC2023-1-03-DE  
Date de télétransmission : 03/03/2023  
Date de réception préfecture : 03/03/2023

6. CITEVA PROPRETE
7. SEMRRE
8. CYCLEA

La commission d'appel d'offres, réunie le xx/02/2023, a validé l'ensemble des candidatures, puis sur la base du rapport d'analyse détaillée des offres établi par les services, après avoir procédé à l'examen des offres, la commission d'appel d'offres a décidé d'attribuer le marché pour chacun des deux lots, aux candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses et a classé les offres au regard des critères fixés au règlement de consultation (50% prix, 40% valeur technique et 10% mémoire environnemental), comme suit :

**POUR LE LOT n°1 :**

CLASSEMENT	CANDIDAT	MONTANT €HT	NOTE FINALE
<b>Attributaire</b>	<b>CITEVA PROPRETE</b>	<b>2 134 800 € HT</b>	<b>18.62</b>
2	CONTROLE SERVICES	1 993 005 € HT	17.73
3	TRANSPORTS TERRASSEMENTS WILLY	2 209 789,44 € HT	17.72

**POUR LE LOT n°2 :**

CLASSEMENT	CANDIDAT	MONTANT €HT	NOTE FINALE
<b>Attributaire</b>	<b>Valderun</b>	<b>1 737 185,04 € HT</b>	<b>20</b>
2	CITEVA PROPRETE	2 142 000,00 € HT	18.11
3	CONTROLE SERVICES	1 925 000 € HT	17,52

Les dépenses correspondantes seront imputées au budget principal de la CINOR en section Fonctionnement, Chapitre 011 compte 611.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver les pièces constitutives du marché de EXPLOITATION DES DECHETTERIES DE LA CINOR lots 1et 2 ;
- Autoriser le Président à signer le marché EXPLOITATION DES DECHETTERIES DE LA CINOR vers différents exutoires :

avec **CITEVA PROPRETE** pour le lot 1,

avec **Valderun** pour le lot 2

Conformément à la décision d'attribution de la CAO.

- autoriser le Président, dans le cas où les attributaires ne remettraient pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants de la commande publique dans les délais impartis, à signer avec les entreprises classées deuxièmes par la Commission d'Appel d'Offres en date du 16 février 2023 pour chacun des lots et pour les montants figurant ci-après en annexe à la présente décision sous réserve de la production des pièces définies aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique ( et ainsi de suite pour les candidats classés après si le candidat classé précédemment ne remet pas les pièces définies par les articles R 2143-6 et suivants du code de la commande publique).

**Le Président,**  
**Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20230223-BC2023-1-03-DE  
Date de télétransmission : 03/03/2023  
Date de réception préfecture : 03/03/2023

**DECISION N° 2023/1-03  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 23 février 2023**

**OBJET**

**EXPLOITATION DES DECHETTERIES DE LA CINOR - AUTORISATION DE SIGNER LES MARCHES POUR LES  
LOTS 1 ET 2.**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 23 juillet 2014 affaire n° 2014/8-04 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de Travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT, ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2023/1-03 du Président.

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver les pièces constitutives de ce marché de prestations de service.

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à signer le marché de collecte EXPLOITATION DES DECHETTERIES DE LA CINOR, avec **CITEVA PROPRETE** pour le lot 1 et pour le lot 2 avec **Valderun**, conformément à la décision d'attribution de la CAO pour les montants suivants :

Lot 1 : **2 134 800 € HT**

Lot 2 : **1 737 185,04 € HT**

**ARTICLE 3**

D'autoriser le Président, dans le cas où les attributaires ne remettraient pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants de la commande publique dans les délais impartis, à signer avec les entreprises classées deuxièmes par la Commission d'Appel d'Offres en date du 16 février 2023 pour chacun des lots 1 à 2 et pour les montants figurant ci-après en annexe à la présente décision sous réserve de la production des pièces définies aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique ( et ainsi de suite pour les candidats classés après si le candidat classé précédemment ne remet pas les pièces définies par les articles R 2143-6 et suivants du code de la commande publique).

Nombre de votants : 11  
Suffrages exprimés : 11  
Vote pour : 11  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

03 MARS 2023

Le Président,  
**Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20230223-BC2023-1-03-DE  
Date de télétransmission : 03/03/2023  
Date de réception préfecture : 03/03/2023